

Oeuvrons pour un transport juste au niveau mondial

FRANK MOREELS

Président European Transport Workers' Federation

Président Union Belge du Transport

Oeuvrons pour un transport juste au niveau mondial

Le monde change

Ces dernières années, des travailleurs du monde entier ont été confrontés au néolibéralisme. Il s'agit d'une attaque organisée de l'État-Providence. Une attaque mondiale, inspirée par le capitalisme de l'extrême et la cupidité de quelques-uns sur le dos du plus grand nombre. Tous nos membres se retrouvent ainsi confrontés aux mêmes défis : déréglementation, privatisation, nivellement par le bas des salaires et des conditions de travail et généralisation du modèle low cost dans tous nos secteurs. Les travailleurs ne sont pas les seuls à voir leurs droits et leur bien-être se détériorer. Le néolibéralisme s'en prend également aux syndicats et aux droits de ces derniers.

Pourtant, l'organisation capitaliste de notre économie nous transporte d'une crise à une autre. La crise financière de 2008, la plus grande depuis la deuxième guerre mondiale, a eu des répercussions énormes sur les banques et les entreprises financières, certaines n'ayant pas pu échapper à la faillite. Les gouvernements ont alors dû sauver l'économie en rachetant les dettes, mais sans aucune nationalisation.

La pandémie de Covid a bousculé à son tour le système avec des confinements à répétition qui ont eu de lourdes conséquences sur l'économie, mais surtout sur nos travailleurs. Pas de télétravail pour les ouvriers du transport : ils ont continué et continuent à faire bouger le monde. La santé et la sécurité sont donc devenues les principales préoccupations des syndicats. Elles doivent le rester. Durant cette crise, de nombreux travailleurs ont été licenciés ou ont quitté définitivement le secteur.

Et puis, il y a eu la guerre en Ukraine provoquant une inflation mondiale : les prix ont atteint des sommets, mais n'ont pas été suivis par les salaires des travailleurs.

Les partis socialistes et progressistes dans la plupart des pays ont perdu tout lien avec le syndicalisme. Certains d'entre eux ont été séduits par la « troisième voie » mise en avant par Tony Blair. Il ne se sont pas questionnés quant à l'injustice du système, se contentant de l'ajuster.

Lorsqu'il est combiné à de telles crises fondamentales portant atteinte au système, le néolibéralisme démontre que la contradiction entre travail et capitalisme n'est pas de l'histoire ancienne, contrairement à ce que certains veulent nous faire croire. Il est temps de bousculer ce fatalisme « TINA », qui consiste à prétendre qu'il n'existe aucune autre solution que la privatisation et la déréglementation.

L'ITF (Fédération Internationale du Transport) devra se tenir au premier rang lors de la contre-attaque, car il existe bien une alternative : la nôtre !

Le colonialisme, qui a servi par le passé à organiser l'exploitation de la moitié du monde au profit de l'élite fortunée du Nord, a été remplacé aujourd'hui par une exploitation mondiale. Cette même mondialisation est source d'instabilité et d'incertitude pour la population active dans le Nord et le Sud global. La transformation du monde en un village, les nombreux flux migratoires dus à la guerre, le changement climatique et la répartition inéquitable des richesses dans le monde suscitent des réflexes d'intolérance parmi la population du Nord et sont sources de frustrations dans le Sud.

L'influence croissante de l'extrême droite et du populisme vont de pair avec cette mondialisation. Depuis de nombreuses années, partout dans le monde, les partis populistes et d'extrême droite ont de plus en plus d'influence. Derrière un faux discours protectionniste envers leur « propre population », leur véritable objectif est de miner les droits des travailleurs, d'encourager le racisme et l'exclusion... Alors que l'extrême droite a été marginale durant la seconde moitié du 20^e siècle, elle est aujourd'hui de retour au travers de partis fascistes.

Dans de nombreux pays, des partis d'extrême droite sont entrés au gouvernement ou ont même pris le pouvoir. Trump a été président des États-Unis et, après sa défaite aux élections suivantes, il a contesté le résultat démocratique tandis que ses partisans attaquaient le Capitole. Le Bolsonarisme au Brésil a été défait par Lula, mais Bolsonaro prépare une nouvelle offensive, tandis que Meloni et Orban ont décroché le poste de premier ministre respectivement en Italie et en Hongrie.

Certains veulent nous faire croire que les réfugiés et les migrants sont à l'origine des crises auxquelles nous sommes confrontés dans le Nord. Mais nous savons tous que personne ne quitte son pays juste pour le plaisir.

Les réfugiés fuient la guerre, la famine, la pauvreté... Nous ne devons pas seulement être extrêmement vigilants et sévères à l'égard du racisme et de l'exclusion. L'ITF doit également prendre de vraies mesures pour stopper l'influence de l'extrême droite en se concentrant sur la formation des travailleurs et en menant des campagnes sur des symboles importants tels que le port du triangle rouge (symbole des prisonniers politiques et syndicaux de camps de concentration visant à ouvrir les débats) ou la demande de faire du 8 mai (jour de la victoire de la démocratie sur le nazisme) un jour férié officiel.

La démocratie en tant que telle est mise sous pression dans le monde entier. Les régimes autoritaires, les autocrates et les dictateurs sont au pouvoir dans un nombre croissant de pays. Des dirigeants autoritaires en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe méprisent la démocratie. Le droit d'organiser les travailleurs, de mener des actions industrielles, le droit de grève et le droit de négocier sont en péril. Les droits des femmes sont bafoués de manière flagrante dans de nombreux pays comme l'Iran ou l'Afghanistan.

Les droits humains sont sur la sellette partout dans le monde. Des journalistes et des syndicalistes sont menacés et parfois même emprisonnés. La CSI (Confédération Syndicale Internationale) a récemment publié son « Indice des droits dans le monde ». Ce dernier met en lumière les pratiques des gouvernements et des entreprises. 149 pays ont été contrôlés et évalués sur le plan du respect des droits syndicaux : 90 % de ces pays ont enfreint le droit de grève, 80 % n'ont pas respecté le droit de négocier et des syndicalistes ont été assassinés dans 8 de ces pays ! La part de pays dans lesquels les autorités se sont opposées à l'enregistrement de syndicats est passée de 59 % en 2019 à 73 % en 2023 ! En 2023, des travailleurs ont été confrontés à des cas de violence dans 44 pays. Le pourcentage de pays dans lesquels des travailleurs sont arrêtés et détenus est passé de 25 % en 2014 à 46 % en 2023.

Le droit de grève, le droit d'organiser des actions syndicales, la liberté de la presse sont des droits humains ! Et il est de notre devoir de défendre ces droits. Toucher à l'un d'entre nous revient à nous attaquer tous.

L'intensification des campagnes relatives à l'emprisonnement et aux poursuites de syndicalistes devrait constituer notre priorité.

Et oui, nous devons rester forts, ensemble, face à la guerre entre les peuples, la famine et la pauvreté mondiale.

Le secteur du transport est en pleine évolution

La mondialisation a remanié notre secteur du transport, lui accordant un rôle crucial dans le processus économique. Sans le rôle clé joué par le transport dans la chaîne d'approvisionnement, le commerce mondial tomberait en miettes.

La navigation, le transport aérien, le transport routier, les ports, etc. sont essentiels au commerce mondial, tout comme la logistique, les entrepôts... Cela veut dire également que nous avons du pouvoir. Nous pourrions faire s'effondrer le réseau entier si nous le voulions.

Si les syndicats du transport veulent garder leur emprise, ils ne peuvent pas se contenter de discuter avec les entreprises locales sans envisager la situation au niveau mondial. De nos jours, les employeurs économiques, donneurs d'ordre et autres acteurs sont comme des araignées au milieu d'une immense toile, contrôlant toutes les chaînes d'approvisionnement, la navigation, les terminaux des docks, exerçant leur influence sur la logistique et l'entreposage tout en organisant une concurrence rude, voire un nivellement par le bas.

Les syndicats doivent s'organiser au niveau mondial, créer leurs propres réseaux et interpeller les employeurs économiques.

Est-ce déraisonnable de demander une due diligence aux donneurs d'ordre ?

Serait-ce exagéré de demander aux multinationales de nettoyer leur chaîne d'approvisionnement et d'assumer la responsabilité de ce qui s'y passe, même lorsqu'elles sous-traitent la logistique et le transport ? Non, pas du tout !

Les syndicats de l'ITF ont la force nécessaire pour organiser la logistique. Nous avons des syndicats forts dans l'aviation, dans les ports, etc. Nous pouvons et devons utiliser cette force pour organiser l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Et nous pouvons le faire mieux que d'autres fédérations mondiales.

Depuis la pandémie, nous sommes confrontés à une pénurie de main-d'œuvre dans presque tous les secteurs du transport. Cependant, le problème ne vient pas tellement de la pénurie de main-d'œuvre, mais plutôt du manque d'emplois de qualité, ce qui constitue une menace pour le secteur, mais également une opportunité pour les travailleurs et leurs syndicats. Cela nous donne une occasion de négocier des conditions de travail et de rémunération attrayantes. Le transport ne peut jamais être gratuit. Il a un prix ! C'est d'autant plus vrai si l'on ambitionne un transport équitable avec des tarifs et des conditions de travail et de rémunération justes. Il est temps également de convaincre les employeurs de notre secteur que pour trouver et garder des travailleurs motivés, il est crucial de leur offrir de bonnes conditions de travail et un salaire décent.

L'automatisation et la numérisation ont un impact majeur sur notre secteur. Et ce n'est pas seulement en raison de l'automatisation des processus de travail au travers de la robotisation et de systèmes intelligents comme l'IA.

L'économie de plateforme, basée sur des processus numériques, est en train de révolutionner complètement des parts importantes de nos secteurs, comme le fait Uber dans le secteur des taxis ou Deliveroo dans le secteur des livraisons. De nouveaux acteurs comme Amazon s'accaparent de grandes parts des activités logistiques. Les syndicats n'ont d'autre choix que de faire face à ces évolutions.

Nous devons continuer à lutter contre la classification erronée des travailleurs de ces secteurs émergents. L'économie de plateforme occupe actuellement 28 millions de travailleurs en UE. Ils seront 43 millions en 2025. Les syndicats se doivent donc d'organiser les travailleurs de plateforme.

Seuls les idiots nient le changement climatique. Nous savons tous que la Terre se réchauffe, avec toutes les conséquences (négatives) que cela implique : vagues de chaleur, feux de forêts, inondations, pénurie d'eau potable et famines à grande échelle. Et voyons la réalité en face : l'économie du transport fait partie du problème. Mais aussi de la solution.

Pour commencer, les problèmes liés au changement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières d'un pays ou d'un continent. Il convient donc d'aborder ces problèmes à l'échelle internationale. Et si le secteur du transport doit prendre ses responsabilités dans cette démarche, nous ne pouvons pas admettre que les travailleurs en payent le prix.

Nous voulons que les pollueurs soient interpellés. Mais nous devons également inciter les employeurs du transport et les gouvernements à investir dans le verdissement de l'industrie, dans des innovations durables et dans l'infrastructure. Ils doivent miser sur les moteurs à hydrogène, sur l'électrification...

Un transport public abordable, efficace et suffisant avec des moyens de transport durables constitue l'une des solutions pour les villes engorgées par les embouteillages formés par des personnes obligées d'utiliser des moyens de transport individuels pour se rendre au travail. Nous devons donc nous battre pour le transport public (train, bus, métro...) non seulement pour le bien des travailleurs de ces secteurs que nous représentons, mais aussi pour plus de durabilité.

Une ITF forte pour relever ces nouveaux défis

Les bateaux naviguent partout dans le monde, les camions ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, les avions font le tour de la terre et les décisions relatives aux terminaux des ports sont prises au niveau mondial. L'industrie du transport est, par définition, internationale. Le syndicalisme du transport doit donc aussi être international. Ceci souligne l'importance d'avoir une ITF forte, efficace, structurée et pertinente.

Les gouvernements et les hauts dirigeants, y compris dans le syndicalisme international, doivent s'adapter à ces circonstances changeantes. L'ITF aussi a besoin d'idées fraîches et innovantes.

Aujourd'hui, le leadership « old style » n'est plus efficace, pas plus qu'il n'est encore accepté.

L'ITF doit s'engager de manière active dans la lutte contre le racisme, pour l'égalité des genres, le respect mutuel et l'inclusion et ce, à tous les niveaux de l'organisation et particulièrement parmi ses dirigeants.

Si le quartier général de Londres reste crucial dans cette démarche, les branches régionales, proches des membres, doivent jouer un plus grand rôle afin d'aider l'ITF à soutenir ses membres. Les régions sont le cœur battant de l'ITF, c'est pourquoi davantage de ressources, tant financières qu'humaines, devraient être investies dans les branches régionales. Impliquer davantage les présidents régionaux dans la gestion journalière de l'ITF contribuerait à accroître l'impact des régions.

Chaque projet, chaque réunion, chaque déclaration de l'ITF devrait passer un « test de pertinence ». Tout ce que nous faisons doit être pertinent pour nos affiliés. Et ceux-ci sont les mieux placés pour parler de leurs attentes, leurs revendications, leurs besoins. Il convient de privilégier l'approche bottom-up par rapport à l'approche top-down.

Si nous pouvions préparer nos réunions, nos ordres du jour et nos documents plus longtemps à l'avance et développer par ailleurs des plans d'actions axés sur des objectifs concrets et mesurables, cela contribuerait à rendre l'organisation plus efficace.

Les projets intersectoriels doivent être encouragés au sein de l'organisation. Dans le secteur maritime, nous avons pu voir que la collaboration entre les marins et les dockers nous rendait plus forts. Ce genre de collaborations ne fera que nous renforcer. Par exemple, afin d'organiser plus efficacement le secteur de la logistique, nous avons besoin de syndicats qui dépassent les frontières des sections pour travailler ensemble.

Et si nous prenons le secteur maritime comme exemple, pourquoi ne pas mettre en place des systèmes d'inspection dans d'autres secteurs, comme celui du transport routier ? L'objectif ne serait pas d'en faire un copier-coller, mais de s'en inspirer pour développer des stratégies similaires dans d'autres secteurs. Nous sommes tous d'accord que le système d'inspection est performant et qu'il nous permet d'avoir une influence dans le secteur maritime.

Certains disent que les jeunes sont l'avenir des syndicats. Je ne suis pas d'accord : ils en sont le présent ! Beaucoup de jeunes travaillent dans nos secteurs en pleine évolution. Ils méritent donc leur place dès aujourd'hui au sein de nos syndicats.

Les femmes représentent la moitié de la population. Pourtant, on ne peut pas dire que notre secteur les accueille à bras ouverts. Confrontées à la violence et au harcèlement sur le terrain, au sexisme et au machisme, à des problèmes d'ordre sanitaire, les femmes ne se sentent pas les bienvenues dans le secteur du transport et dans nos syndicats. Nous devons éliminer tous ces obstacles qui éloignent les femmes de notre secteur. L'application de la Convention 190 de l'OIT ne suffira pas à leur ouvrir nos portes.

L'inclusion doit être au centre du syndicalisme ! La notion de « minorité » ne devrait pas exister dans nos syndicats. Chacun doit se sentir le bienvenu, comme chez lui. Le respect mutuel et la diversité sont des principes fondamentaux du syndicalisme international.

Et oui, nous devrions être fiers ! Fiers d'être en mesure d'organiser une solidarité concrète avec les travailleurs ukrainiens victimes de la guerre. Fiers de pouvoir aider nos collègues en Turquie et en Syrie qui ont été touchés par des tremblements de terre dévastateurs. Ce genre de soutien direct, qu'il s'agisse d'argent ou de marchandises, doit continuer à occuper une place centrale dans notre approche. Nous ne pouvons pas tenir un discours sur la solidarité et ne pas être là, ensuite, quand nos frères et nos sœurs souffrent.

Ensemble, nous sommes plus forts

Nous ne soulignerons jamais assez l'importance des projets syndicaux, car de tels projets sont fondés sur la solidarité. Ils servent un but commun : renforcer les syndicats partout dans le monde. Comme déjà évoqué, nous avons des syndicats forts dans tous les secteurs. Utilisons cette force pour travailler ensemble et donner plus de pouvoir aux syndicats qui se développent encore. Et ne commettons pas d'erreurs. Les syndicats « établis » ont aussi beaucoup à apprendre des nouveaux syndicats, de leur enthousiasme, de leur dévouement et de leurs persévérance en dépit de moyens limités.

En tant que syndicalistes, nous avons toujours la tête dans les nuages. Nous rêvons d'un monde meilleur pour les travailleurs que nous représentons.

Mais nous gardons aussi les deux pieds sur terre. Nous travaillons tous les jours pour réaliser ce rêve. Pas à pas.

En négociant lorsque c'est possible.

Mais en passant à l'action lorsque c'est nécessaire !

Auteur / copyright:

Frank Moreels



Social

[@frankmoreelsETF](#)

www.facebook.com/frankmoreels.international/

linkedin.com/in/frank-moreels-01835a51